



## CONFERENCE DE PRESSE DE LEO BATTESTI

Des divergences de fond sont la cause unique de ma décision de démissionner du MPA et de mon mandat de conseiller territorial.

**Je tiens, donc, d'emblée, à dissiper toute ambiguïté :**

### 1°) Ce n'est pas une affaire de personne :

J'ai le plus profond respect pour l'ensemble des militants, élus et responsables du MPA. J'ai subi, avec eux, de profondes attaques émanant d'horizons divers, basées sur le ragot, la calomnie. Et je constate que malheureusement certaines campagnes de dénigrement loin de s'estomper sont renouvelées. Je continuerai donc, comme je l'ai fait par le passé, à m'opposer à de tels procédés.

### 2°) J'assume totalement mon engagement passé .

Les choix que j'ai pu opérer ces dernières années ont toujours été dictés par mes seules convictions politiques. Au prix de lourds sacrifices, tant sur le plan personnel que politique, j'ai du rompre avec des frères de combat sur des questions de fond, persuadé, comme je le suis encore davantage aujourd'hui, que le nationalisme corse doit se remettre en cause et faire un saut qualitatif.

**La raison essentielle de ma démission est, au fond, fort simple : je suis pour la disparition de toute forme d'organisation clandestine.**

J'ai cru, pendant une courte période, que cette position pouvait être compatible avec une appartenance au MPA. Je suis aujourd'hui convaincu du contraire car, quels que soient les hommes et les volontés, le système est tel qu'il amène forcément à une solidarité politique avec une organisation clandestine. Ce qui est exclu en ce qui me concerne compte-tenu de mon positionnement de fond.

Rester au MPA, loin de permettre une évolution, aurait conduit à des crispations et ouvert les portes à bien des essais de manipulation. C'est surtout ce qu'il faut éviter. Les dernières scissions ont prouvé que les réels débats de fond ont été ensevelis sous le flot des attaques individuelles.

**L'heure est donc à poser les véritables débats. J'irai, pour aujourd'hui, à l'essentiel.**

### La situation de notre Pays est plus qu'inquiétante.

Nous battons tous les mauvais records.

Une grande partie de notre jeunesse n'a comme alternative que la délinquance ou un dévouement contre la société teinté de nationalisme corse.

En fait, il se passe en Corse, ce qu'il se passe sous d'autres cieux, mais avec des spécificités bien locales. Presque un assassinat par semaine ! En repercutant ces données sur une population comme la France, cela donnerait environ près de 10 000 assassinats annuels. De quoi instaurer un état de siège...

Je ne m'apesantirai pas ici sur d'autres aspects, tant économiques que culturels ou sociaux. Partout les voyants sont rouges.

### Au moment où l'Europe se construit, quelles perspectives politiques s'offrent à la Corse ?

- Les clans traditionnels restent aux commandes. On sait comment ils fonctionnent. Et même si quelques hommes ont changé, les méthodes, elles, demeurent.
- la gauche reliée aux états majors parisiens n'a que peu de force politique.
- la droite dite moderne a montré ses limites et le caractère opportuniste de sa démarche lors du fameux second tour des territoriales.

- Restent les nationalistes.

Mais qu'est-ce que le nationalisme ?

Qui n'est pas nationaliste aujourd'hui en Corse ?

Qui n'a pas envie que cette terre se développe, que ses enfants aient du travail, que notre culture vive et s'épanouisse ?

Qui oserait encore prétendre que la solution est du côté de Paris, que la Corse doit rester dans le droit commun, alors que l'Europe chaque jour nous interpelle et amène toutes les forces politiques à exiger des règles spécifiques...



2

Par passion comme par raison je suis donc nationaliste corse.  
Le nationalisme s'est imposé sur le terrain. Ses acquis sont considérables. L'environnement international y a contribué. Et, c'est une évidence, le sentiment national s'est transformé en conscience nationale. Et si les responsables politiques ont évolué, c'est qu'ils ont l'intelligence de comprendre que toute la société corse a évolué.

Ces dernières années ont donc provoqué un bouleversement total.  
Mais les vraies questions sont maintenant posées : la Corse existe, le peuple corse existe. Mais comment va-t-il répondre aux appels du troisième millénaire ?

- **La réponse, largement majoritaire actuellement au sein du nationalisme, est une voie que je qualifierai sans détour de populiste.**  
Face au désarroi actuel il semble en simple et efficace de jouer une telle carte : le peuple corse a des problèmes, nous le défendons contre l'Etat, contre la mafia, contre les trafiquants, contre les spéculateurs, contre les magouilleurs, contre les clanistes...

Le populisme, c'est simple. Ça marche beaucoup en ce moment, et pas seulement en Corse...  
Mais jusqu'à quand ?

Je suis persuadé, quant à moi, que ce "remède" sera de courte durée. Car, cette démarche est aux antipodes de la responsabilisation individuelle, de la recherche de la dynamique démocratique, de la constitution d'une société de citoyens.  
C'est, et je pèse mes mots, une dérive de nature claniste.  
Cette conception du nationalisme conduit en effet tout droit à la simple substitution des hommes au pouvoir et non à la disparition du système. Dans les deux cas, les habitants de ce pays sont en situation d'assistés : hier on leur promettait des places, aujourd'hui on leur promet un rempart pour les défendre !

- **Or, et je suis sûr de ne pas être seul à le penser, la politique doit être l'affaire de tous. Chacun doit se sentir concerné et doit pouvoir agir selon sa spécificité.**

Pour cela quatre exigences :

- **la transparence** : pour débattre il faut savoir qui est qui, qui pense quoi
- **la démocratie** : participer à une action politique c'est exister, et donc savoir que son propre choix est de nature à influencer une décision collective.
- **la responsabilisation**, celle des citoyens, afin qu'ils ne s'en remettent plus à une quelconque élite, mais surtout à eux-mêmes.
- **l'Etat de droit** : il faut instaurer cet état de droit. Instaurer, car sous la pression du clan hier il n'en avait que l'apparence. L'instaurer c'est précisément créer les conditions pour le débat démocratique, la responsabilisation, la transparence prévalent. Cet état de droit est un objectif crucial pour la Corse au moment où tout s'effondre, où s'installe la loi de la jungle, où l'avenir de nos enfants est directement compromis. Le nier, c'est l'abandon de toute vie en société.  
Et n'allons surtout pas une fois de plus nous dédouaner en cherchant les raisons dans une Mafia venue d'Italie. La Mafia, elle est en nous mêmes, dans notre incapacité à nous prendre en charge, à exiger la transparence, la démocratie, les avancées sociales... Donnant ainsi libre cours à tous les appétits individuels.

**Pour changer tout cela, il faudra du temps, de la persévérance et de l'humilité.**

Cela nous concerne tous. Que nous nous disions ou non nationalistes, que nous soyons corses d'origine ou d'adoption, que nous soyons de droite, de gauche ou du centre.  
Il faut faire triompher certaines valeurs démocratiques sur une terre où l'Etat et la classe politique ont toujours joué un jeu pervers dont nous payons aujourd'hui toutes les conséquences.  
Il faut que la modernité politique représente aujourd'hui non pas un refuge ou une garantie mais un lieu de débat et de vie.

**Ma démission du MPA ne signifie donc ni une résignation ni un retrait de la vie politique. Je tiens à ce sujet à rassurer ceux qui auraient douté.**

Bien au contraire je n'ai jamais été aussi déterminé à défendre des convictions.  
Je ne me renie pas. J'ai, durant ces années de militantisme, défendu une stratégie basée sur la solidarité et la complémentarité des forces combattantes. Je n'ai pas de regret. Il y a 15 ans, il y a



1

